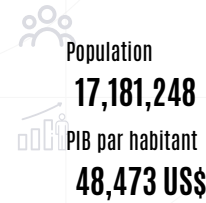
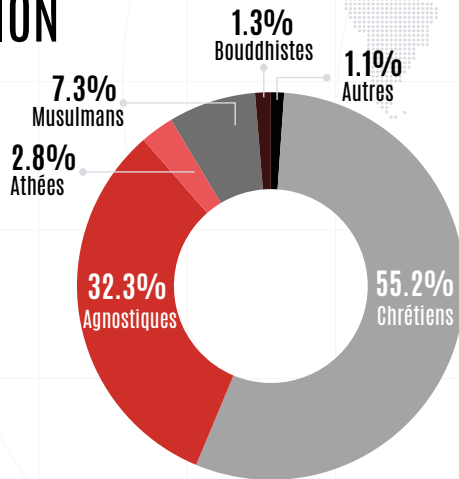




# PAYS-BAS

## RELIGION



## LE CADRE JURIDIQUE DE LA LIBERTÉ RELIGIEUSE ET SON APPLICATION EFFECTIVE

La Constitution du Royaume des Pays-Bas<sup>1</sup> protège la liberté religieuse.<sup>2</sup> L'article 6 prévoit que « toute personne a le droit de manifester librement sa religion ou ses convictions, individuellement ou en collectivité, sauf la responsabilité de chacun selon la loi », mais le gouvernement peut restreindre l'exercice de ce droit « en vue de la protection de la santé, dans l'intérêt de la circulation et pour combattre ou prévenir les désordres ».

Tous les citoyens doivent être traités de manière égale, et la discrimination fondée sur la religion ou les croyances est interdite par la Constitution (article 1er). Il est possible de porter plainte pour discrimination en appelant un service d'assistance du gouvernement national ainsi que l'Institut néerlandais des droits de l'homme. Il est possible de porter plainte pour discrimination en ligne en appelant un numéro dédié à la discrimination sur internet (MiND Nederland).<sup>3</sup> Le Ministère public enregistre tous les cas de discrimination et gère une base de données des affaires criminelles pour les crimes liés à la discrimination.<sup>4</sup>

La liberté d'expression est garantie à l'article 7 de la Constitution, mais il y a des limites à ce droit. Le Code

pénal néerlandais criminalise le fait de proférer ou de diffuser des insultes publiques intentionnelles fondées sur la religion, ainsi que l'incitation à la haine religieuse par oral, par écrit ou par des illustrations.<sup>5</sup>

Les groupes religieux n'ont pas l'obligation légale de s'enregistrer auprès du gouvernement, mais afin de pouvoir bénéficier d'exemptions fiscales, les groupes religieux doivent être « de nature philosophique ou religieuse », contribuer au bien-être général de la société, et être à but non lucratif et non violents.<sup>6</sup> Le gouvernement exige que tous les religieux, dont les imams et les pasteurs, qui ont besoin de visas de long séjour aux Pays-Bas commencent avant leur arrivée aux Pays-Bas un « processus d'intégration civique », y compris en apprenant le néerlandais.<sup>7</sup> Certaines communautés musulmanes ont « fait part de leurs préoccupations quant à la sélectivité de [cette exigence] pour les imams étrangers, qui n'est pas toujours requise pour d'autres communautés religieuses ».<sup>8</sup>

Les écoles financées par des fonds publics doivent accorder une « attention raisonnable » à la liberté de fournir une éducation selon les « croyances religieuses ou autres », et le gouvernement finance les écoles et institutions religieuses.<sup>9</sup> En 2019, le gouvernement soutenait près de 6.800 écoles primaires et 1.450 écoles secondaires

confessionnelles spéciales.<sup>10</sup> Les écoles confessionnelles spéciales peuvent exiger que les enseignants et les élèves aient une religion ou une croyance particulière, mais la discrimination fondée sur d'autres motifs est illégale.<sup>11</sup> Bien que chacun soit légalement libre de créer une nouvelle école reposant sur sa religion ou sa croyance, il a été presque impossible de recevoir des fonds publics.<sup>12</sup> Toutefois, en mai 2020, le Sénat a approuvé une loi facilitant la demande de financement de nouvelles écoles à compter du 1er juin 2021.<sup>13</sup>

Toutes les écoles doivent enseigner « la sexualité et la diversité sexuelle » afin que les enfants « apprennent à respecter les différences et les préférences sexuelles ».<sup>14</sup> La façon dont les écoles atteignent ces objectifs peut dépendre de l'identité de l'école, et les écoles confessionnelles peuvent choisir les méthodes à utiliser.<sup>15</sup>

Le parti néerlandais pour le bien-être animal a continué de soutenir l'interdiction de tous les abattages d'animaux sans étourdissement, mais le Conseil d'Etat a rendu en mai 2019 un avis consultatif dans lequel il a déclaré qu'une telle législation constituerait une restriction excessive à la liberté religieuse des musulmans et des juifs pratiquants.<sup>16</sup> Réagissant à la décision de la Cour européenne des droits de l'homme de maintenir l'interdiction de l'abattage rituel en Belgique en décembre 2020, le Grand Rabbin des Pays-Bas a déclaré que si une telle loi était adoptée aux Pays-Bas, « les juifs orthodoxes partiraient ».<sup>17</sup>

L'interdiction des vêtements couvrant le visage, y compris la burqa et le niqab, dans les lieux publics tels que les bâtiments gouvernementaux, les écoles, les hôpitaux et les transports publics, est entrée en vigueur le 1er août 2019.<sup>18</sup> Selon certaines estimations, seules quelques centaines de femmes porteraient de tels vêtements, et les autorités des villes néerlandaises ont déclaré qu'elles n'avaient pas l'intention de faire de l'application de la loi une priorité.<sup>19</sup> En octobre 2020, quatre avertissements avaient été émis et aucune amende n'avait été infligée.<sup>20</sup>

En juin 2020, une commission parlementaire a publié son rapport final sur l'influence des pays « antidémocratiques » et le financement des mosquées aux Pays-Bas. La commission a conclu que des financiers (souvent invisibles) de pays comme le Koweït, le Qatar et l'Arabie saoudite exerçaient « leur influence politico-religieuse » en « formant, payant et envoyant des imams aux Pays-Bas », et que Diyanet, l'organisation turque qui emploie tous les imams turcs, maintenait une « emprise politique ».<sup>21</sup> En novembre 2020, le gouvernement a annoncé un plan, la

Loi sur la transparence des organisations sociales, visant à enquêter plus « intensément » sur les dons, à geler les flux d'argent si nécessaire, et à renforcer les efforts pour rendre les « groupes cibles aux Pays-Bas plus résilients », face à l'influence de donateurs étrangers issus de pays « non libres ».<sup>22</sup>

Les dirigeants catholiques ont critiqué la décision de la Cour suprême d'avril 2020 de permettre aux médecins de pratiquer légalement l'euthanasie sur les personnes atteintes de démence grave, à condition qu'une directive préalable soit en place.<sup>23</sup> En octobre 2020, Mgr Willem Eijk, Cardinal d'Utrecht, a dénoncé une réglementation autorisant l'euthanasie des enfants, notant que lorsque la réglementation entrerait en vigueur, « sous certaines conditions, des médecins pourront mettre un terme à la vie des gens, dès la conception et à tout âge, sans que cela soit punissable ».<sup>24</sup>

En décembre 2020, le gouvernement a annoncé la création d'un nouveau poste de coordinateur national contre l'antisémitisme, en raison de l'augmentation des incidents antisémites dans le pays. Les projets de création d'un coordonnateur national de la lutte contre la discrimination et le racisme ont été annoncés plus tôt.<sup>25</sup>

## INCIDENTS ET DÉVELOPPEMENTS

Les chiffres officiels de la police sur les crimes de haine signalés à l'OSCE pour des incidents survenus en 2018 et 2019 comprenaient des incidents liés aux discours de haine. En 2019, les crimes commis avec des « préjugés contre les membres d'autres religions ou croyances » n'ont pas été encore ventilés. Les crimes antisémites ont été signalés séparément. En 2018, les crimes commis en raison de préjugés antisémites ou antimusulmans ont été séparés de ceux reposant sur des « préjugés contre les membres d'autres religions ou croyances ».

### L'antisémitisme

Les chiffres officiels de la police comprenaient 257 incidents à motivation antisémite pour 2019, et 275 incidents de cette nature pour 2018.<sup>26</sup> Dans son rapport de 2019, le Centre d'information et de documentation sur Israël (CIDI) a enregistré le « plus grand nombre d'incidents antisémites jamais observés au cours d'une année civile » depuis qu'il a commencé à les enregistrer en 1982 : 182 cas dans six catégories, à l'exclusion des discours de haine en ligne. La catégorie qui a le plus augmenté était celle

des cas de le « vie réelle », impliquant des agressions ou des menaces physiques ou verbales – 61 cas – deux fois plus que l'année précédente.<sup>27</sup> Il y a eu un cas d'antisémitisme « d'extrême droite », et 18 cas sont imputables aux militants du mouvement « Boycott, Désinvestissement et Sanctions ».<sup>28</sup>

Parmi les incidents survenus en 2018, il y a eu l'agression physique d'un jeune juif par des gardes de sécurité lors d'une fête en juin, et le cas d'un homme visiblement juif qui a été insulté et a reçu des crachats au visage lors d'une grande fête juive en septembre. De nombreux incidents de vandalisme ont été signalés.<sup>29</sup>

En décembre 2019, un garçon a crié à une famille juive devant une synagogue de Rotterdam : « Juif, je vais te tuer », alors que ses parents le regardaient.<sup>30</sup>

### L'islam

Les chiffres officiels de la police pour 2018 (les données les plus récentes ventilées) ont fait état de 137 crimes de haine, discours de haine ou incidents motivés par des préjugés à l'encontre des musulmans, et des organisations de la société civile ont fait état de 23 incidents.<sup>31</sup> Pour 2019, des groupes de la société civile ont signalé 47 incidents à l'OSCE.<sup>32</sup>

En 2018, des agressions physiques contre des femmes portant le foulard, des menaces contre des familles musulmanes, et des fenêtres brisées ou des actes de vandalisme contre des mosquées ont été signalés.<sup>33</sup> Par exemple, une adolescente a été hospitalisée en 2018 pour une agression physique après avoir refusé d'enlever son foulard. Le mur d'une mosquée a été barbouillé de sauce tomate en septembre 2018.<sup>34</sup>

Comme exemple de violences physiques, le Turkish Forum a relaté, à propos des Pays-Bas, le cas d'un adolescent musulman et de sa mère qui avaient été agressés chez eux par des individus hurlant le nom d'un homme politique aux opinions antimusulmanes et anti-immigration en mars 2019. Le groupe a également fait état de menaces, notamment en janvier 2019, la communauté musulmane s'étant sentie menacée par « les restes de plusieurs moutons morts, déposés aux côtés d'un texte antimusulman ».<sup>35</sup>

En mars 2020, le procès du terroriste qui a tiré sur des passagers d'un tram à Utrecht en criant « Allahu akbar » a commencé. Selon les procureurs, l'homme a avoué la

fusillade et a laissé une note manuscrite dans la voiture avec laquelle il avait pris la fuite : « Je fais cela pour ma religion. Vous tuez des musulmans et vous voulez nous enlever notre religion, mais vous n'y parviendrez pas. Allah est grand ».<sup>36</sup> Il a été reconnu coupable et condamné à la prison à vie.<sup>37</sup>

En octobre 2020, plus de 120.000 personnes ont signé la pétition en ligne pour faire de l'insulte au prophète Mahomet une infraction pénale. Cette « loi sur le blasphème » visait à prendre position sur la nouvelle loi du gouvernement français contre le séparatisme islamique, en se fondant sur l'idée que les décapitations choquantes ayant eu lieu en France (un professeur et trois fidèles catholiques) « n'avaient rien à voir avec l'islam ». La demande d'une protection juridique de l'islam a été fortement critiquée, conduisant à une plus grande polarisation du débat sur la liberté religieuse.<sup>38</sup>

### En ce qui concerne le christianisme

Les chiffres officiels relatifs aux crimes ou incidents à motivation antichrétienne ont été ventilés lors de la déclaration des crimes de haine à l'OSCE en 2018 et 2019.

En septembre 2018, Mgr Eijk, archevêque d'Utrecht, a déclaré que l'Église catholique « disparaissait rapidement » des Pays-Bas, en raison d'une « baisse rapide de la fréquentation de l'Église » et du « vieillissement de la population catholique ». Il a prédit que dans dix ans, le nombre d'églises dans l'archidiocèse d'Utrecht passerait probablement de 280 à 10 ou 15.<sup>39</sup>

En novembre 2018, le parquet de La Haye a annoncé que l'homme inculpé de trois chefs de tentative de meurtre à l'arme blanche en mai 2018 était spécifiquement à la recherche de « kouffars chrétiens et juifs » (terme arabe désignant les non-croyants). Il a été enregistré en train de dire à sa mère que les « kouffars » s'apparentaient à des « animaux ou à des personnes attardées ».<sup>40</sup> Un tribunal l'a déclaré non responsable pour cause d'aliénation mentale, et a ordonné une hospitalisation pour une durée indéterminée. Les procédures d'appel engagées par le Ministère public ont débuté en septembre 2020.<sup>41</sup>

En janvier 2019, la traduction néerlandaise de la « Déclaration de Nashville », avec environ 250 signataires dont d'éminents pasteurs protestants et leaders communautaires, a été publiée dans le journal *Reformatisch Dagblad*.<sup>42</sup> Cette Déclaration a été faite en 2017 à l'initiative de la « Convention baptiste du Sud », aux États-Unis, pour aborder une « culture occidentale [qui] est devenue

de plus en plus post-chrétienne ». Elle « affirme » une « vision biblique » du mariage et de la morale sexuelle.<sup>43</sup> Elle a été vivement critiquée dans la presse et par le public, malgré un post-scriptum publié pour reconnaître que les Églises avaient commis des manquements en ce qui concerne la prise en charge pastorale des personnes ayant une orientation homosexuelle.<sup>44</sup> Une plainte pénale a été officiellement déposée contre le journal et l'un des politiciens signataires, alléguant que le texte était discriminatoire à l'égard de la communauté LGBT, en violation de l'article premier de la Constitution néerlandaise. En mars 2020, le Ministère public a annoncé qu'il ne porterait pas d'accusations criminelles parce que cela « porterait atteinte à leur liberté religieuse ».<sup>45</sup>

En juin 2020, à Breda, une statue de Notre-Dame de Częstochowa a été défigurée et recouverte des lettres « BLM ».<sup>46</sup> En novembre 2020, l'église protestante Markuskerk a été gravement endommagée par des feux d'artifice « aussi puissants qu'une grenade ».<sup>47</sup>

En ce qui concerne les points de vue religieux et l'éducation publique, il y a eu récemment des discussions à propos des écoles protestantes (réformées) qui exigent des parents qu'ils déclarent par écrit leur rejet de l'homosexualité. Le ministre (chrétien) de l'Éducation a d'abord affirmé que les écoles avaient ce droit, mais par la suite (en raison de pressions politiques), il a reconnu qu'il y avait « une tension » entre les différents droits fondamentaux, tels que la liberté d'éducation et l'interdiction de la discrimination, affirmant que la déclaration anti-gay allait un peu trop loin.<sup>48</sup>

#### Mesures liées au coronavirus

Le gouvernement néerlandais n'a pas imposé de restrictions au culte public, si ce n'est en réglementant le nombre de personnes autorisées à être présentes en même temps, lors des confinements liés à la pandémie de coronavirus en 2020/21.<sup>49</sup> Cela a toutefois été ignoré par plusieurs communautés et a provoqué un vaste débat public sur la liberté religieuse.<sup>50</sup>

## PERSPECTIVES POUR LA LIBERTÉ RELIGIEUSE

Il semble qu'il n'y ait pas eu de nouvelles restrictions gouvernementales ou d'accroissement de ces restrictions en ce qui concerne la liberté religieuse au cours de la période faisant l'objet du présent rapport. La montée de

l'antisémitisme est préoccupante, mais il semble que le gouvernement ait pris des mesures pour tenter de s'attaquer au problème. La réponse sociétale à la controversée « Déclaration de Nashville » pourrait entraîner un « effet paralysant » sur certains chrétiens dont les positions sont traditionnelles, mais le refus d'intenter des poursuites a été positif. Toutefois, si certains partis politiques anti-migrants continuent de gagner en popularité, il se pourrait qu'il y ait de plus en plus de propositions de loi conduisant à des restrictions accrues de la liberté religieuse pour les religions minoritaires, en particulier pour les musulmans.

## NOTES DE FIN DE TEXTE / SOURCES

- 1 Constitution of the Kingdom of the Netherlands of 1815 (rev. 2018), Ministry of the Interior and Kingdom Relations, [https://www.government.nl/binaries/government/documents/reports/2019/02/28/the-constitution-of-the-kingdom-of-the-netherlands/WEB\\_119406\\_Grondwet\\_Koninkrijk\\_ENG.pdf](https://www.government.nl/binaries/government/documents/reports/2019/02/28/the-constitution-of-the-kingdom-of-the-netherlands/WEB_119406_Grondwet_Koninkrijk_ENG.pdf). Voir aussi « Constitution des Pays-Bas », Digithèque MJP, <https://mjp.univ-perp.fr/constit/pb1983.htm>
- 2 Constitution of the Kingdom of the Netherlands of 1815 (rev. 2018), Ministry of the Interior and Kingdom Relations, [https://www.government.nl/binaries/government/documents/reports/2019/02/28/the-constitution-of-the-kingdom-of-the-netherlands/WEB\\_119406\\_Grondwet\\_Koninkrijk\\_ENG.pdf](https://www.government.nl/binaries/government/documents/reports/2019/02/28/the-constitution-of-the-kingdom-of-the-netherlands/WEB_119406_Grondwet_Koninkrijk_ENG.pdf).
- 3 Ministry of Justice and Security, “Reporting Discrimination,” Government of the Netherlands, <https://www.government.nl/topics/discrimination/reporting-discrimination>.
- 4 Ministry of Justice and Security, “Government measure to combat discrimination,” Government of the Netherlands, <https://www.government.nl/topics/discrimination/government-measures>.
- 5 Wetboek van Strafrecht, Articles 137c & d, Overheid.nl, [http://wetten.overheid.nl/BWBR0001854/2018-01-01#BoekTweede\\_TiteldeelV](http://wetten.overheid.nl/BWBR0001854/2018-01-01#BoekTweede_TiteldeelV).
- 6 Dutch Civil Code, Article 2.2, <http://www.dutchcivillaw.com/civilcodegeneral.htm>; Report of the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, “Visit to the Netherlands,” para. 21, United Nations Human Rights Council, 12 février 2020, <https://undocs.org/en/A/HRC/43/48/Add.1>.
- 7 “Do I need to start civic integration before I arrive in the Netherlands?” Government of the Netherlands, <https://www.government.nl/topics/immigration-to-the-netherlands/question-and-answer/do-i-need-to-start-civic-integration-before-i-arrive-in-the-netherlands>.
- 8 Report of the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, “Visit to the Netherlands,” para. 63, op. cit.
- 9 Constitution, Article 23, op. cit.
- 10 Report of the Special Rapporteur on freedom of religion or belief, “Visit to the Netherlands,” para. 41, op. cit.
- 11 “Openbaar en bijzonder onderwijs,” Rijksoverheid, <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/vrijheid-van-onderwijs/openbaar-en-bijzonder-onderwijs>.
- 12 Ibid.
- 13 “Meer mogelijkheden oprichting nieuwe school,” Rijksoverheid, <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/vrijheid-van-onderwijs/oprichting-en-nieuwe-school>.
- 14 “Subjects and attainment targets in primary education,” Government of the Netherlands, <https://www.government.nl/topics/primary-education/subjects-and-attainment-targets-in-primary-education>.
- 15 “Seksuele voorlichting,” Ouders & Onderwijs, <https://oudersenonderwijs.nl/kennisbank/kwaliteit-van-het-onderwijs/lessen-en-vakken/seksuele-voorlichting/>.
- 16 “Samenvatting van advies over het bedwelmd slachten van dieren,” Raad van State, 16 mai 2019, <https://www.raadvanstate.nl/@115403/samenvatting-advies-1/>.
- 17 Debbie Maimon, “EU Court Upholds Belgium Shechitah Ban, Sending Ominous Message to Europe’s Jews,” Yated Ne’eman, 23 décembre 2020, <https://yated.com/eu-court-upholds-belgium-shechitah-ban-sending-ominous-message-to-europes-jews/>.
- 18 “What does the partial ban on face coverings entail?” Government of the Netherlands, <https://www.government.nl/topics/ban-on-face-coverings-referred-to-in-the-media-as-the-burka-ban/question-and-answer/what-does-the-partial-ban-on-face-coverings-entail>.
- 19 Jamie Dettmer, “Dutch Headwear Ban Sparks Vigilantism Fears,” VOA News, 8 août 2019, <https://www.voanews.com/europe/dutch-headwear-ban-sparks-vigilantism-fears>.
- 20 “Netherlands burka ban largely not enforced; no fines, four warnings in a year,” NL Times, 21 octobre 2020, <https://nltimes.nl/2020/10/21/netherlands-burka-ban-largely-enforced-fines-four-warnings-year>.
- 21 “Concern about funding of mosques by ‘anti-democratic’ donors,” Dutch News, 25 juin 2020, <https://www.dutchnews.nl/news/2020/06/concern-about-funding-of-mosques-by-anti-democratic-donors/>; “Eindverslag parlementaire ondervragingscommissie overhandigd,” Tweede Kamer, 25 juin 2020, <https://www.tweedekamer.nl/nieuws/kamernieuws/eindverslag-parlementaire-ondervragingscommissie-overhandigd>.
- 22 “Dutch gov’t to tackle foreign donations, influence on mosques,” NL Times, 23 novembre 2020, <https://nltimes.nl/2020/11/23/dutch-govt-tackle-foreign-donations-influence-mosques>.
- 23 Sanne Gerrits, “Katholieke kritiek op euthanasie-uitspraak Hoge Raad: ‘Dit gaat grote impact hebben,’” Katholiek Nieuwsblad, 24 avril 2020, <https://www.kn.nl/nieuws/samenleving/katholieke-kritiek-op-euthanasie-uitspraak-hoge-raad-dit-gaat-grote-impact-hebben/>.
- 24 “Dutch cardinal denounces euthanasia for children,” The Catholic Weekly, 29 octobre 2020, <https://www.catholicweekly.com.au/dutch-cardinal-denounces-euthanasia-for-children/>.
- 25 “Dutch government to get special advisor on tackling anti-Semitism,” Dutch News, 14 décembre 2020, <https://www.dutchnews.nl/news/2020/12/dutch-government-to-get-special-advisor-on-tackling-anti-semitism/>.
- 26 Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2019 Hate Crime Reporting – Netherlands,” Organization for Security and Co-operation in Europe, <https://hatecrime.osce.org/netherlands?year=2019>; Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2018 Hate Crime Reporting – Netherlands,” Organization for Security and Co-operation in Europe, <https://hatecrime.osce.org/netherlands?year=2018>.
- 27 “Monitor of Antisemitic Incidents in the Netherlands in 2019 Summary Report,” Centrum Informatie en Documentatie Israel, <https://archive.jpr.org.uk/download?id=8743>.
- 28 Cnaan Liphshiz, “Record number of anti-Semitic incidents documented in the Netherlands in 2019,” The Times of Israel, 18 février 2020, <https://www.timesofisrael.com/record-number-of-anti-semitic-incidents-documented-in-the-netherlands-in-2019/>.
- 29 Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2018 Hate Crime Reporting – Netherlands,” op. cit.

- 30 Cnaan Liphshiz, “Record number of anti-Semitic incidents documented in the Netherlands in 2019,” op. cit.
- 31 Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2018 Hate Crime Reporting – Netherlands,” op. cit.
- 32 Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2019 Hate Crime Reporting – Netherlands,” op. cit.
- 33 Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2018 Hate Crime Reporting – Netherlands,” op. cit.
- 34 Ibid.
- 35 Office for Democratic Institutions and Human Rights, “2019 Hate Crime Reporting – Netherlands,” op. cit.
- 36 Mike Corder, “Dutch terror trial starting for deadly Utrecht tram shooting,” ABC News, 2 mars 2020, <https://abcnews.go.com/International/wireStory/dutch-terror-trial-starting-deadly-utrecht-tram-shooting-69329873>.
- 37 Yelle Tieleman and Peter Koop, “Tramschutter gaat niet in hoger beroep; definitief levenslang voor Gökmen Tanis,” AD Nieuws, 3 avril 2020, <https://www.ad.nl/binnenland/tramschutter-gaat-niet-in-hoger-beroep-definitief-levenslang-voor-gokmen-tanis~a83f7554/>.
- 38 Soetenhorst, B. “Imam Blauwe Moskee wil wetgeving tegen beledigen Mohammed,” Het Parool, 30 octobre 2020. <https://www.parool.nl/amsterdam/imam-blauwe-moskee-wil-wetgeving-tegen-beledigen-mohammed~b0da4f9f/>.
- 39 “Catholic church rapidly disappearing from Netherlands, archbishop says,” NL Times, 14 septembre 2019, <https://nltimes.nl/2018/09/14/catholic-church-rapidly-disappearing-netherlands-archbishop-says>.
- 40 “Stabber shot by Dutch police was seeking Jewish and Christian victims,” The Times of Israel, 16 novembre 2018, <https://www.timesofisrael.com/stabber-shot-by-dutch-police-was-seeking-jewish-and-christian-victims/>.
- 41 “Vorbereidende zitting hoger beroep Malek F.” Den Haag FM, 23 septembre 2020, <https://denhaagfm.nl/2020/09/23/voorbereidende-zitting-hoger-beroep-malek-f/>.
- 42 “Gezamenlijke verklaring over Bijbelse seksualiteit,” Reformatorisch Dagblad, 4 janvier 2019, <https://www.rd.nl/artikel/783405-gezamenlijke-verklaring-over-bijbelse-seksualiteit>.
- 43 “Nashville Statement,” A Coalition for Biblical Sexuality, <https://cbmw.org/nashville-statement/>.
- 44 “Nashvilleverklaring krijgt pastoraal nawoord,” Reformatorisch Dagblad, 4 janvier 2019, <https://www.rd.nl/artikel/783397-nashvilleverklaring-krijgt-pastoraal-nawoord>; Nashville-verklaring krijgt volop aandacht in Nederlandse media,” Reformatorisch Dagblad, 8 janvier 2019, <https://www.rd.nl/artikel/783698-nashville-verklaring-krijgt-volop-aandacht-in-nederlandse-media>.
- 45 “Nashville Statement does not breach Dutch constitution, say prosecutors,” Dutch News, 12 mars 2020, <https://www.dutchnews.nl/news/2020/03/nashville-statement-does-not-breach-dutch-constitution-say-prosecutors/>.
- 46 “Vandals deface image of Poland’s Black Madonna in Dutch city,” Catholic News Agency, 24 juin 2020, <https://www.catholicnewsagency.com/news/vandals-deface-image-of-polands-black-madonna-in-dutch-city-15127>.
- 47 “Tienduizenden euro’s schade aan aanbouw kerk Breda door vuurwerkbom,” NOS, 20 novembre 2020, <https://nos.nl/artikel/2357385-tienduizenden-euro-s-schade-aan-aanbouw-kerk-breda-door-vuurwerkbom.html>.
- 48 “Minister Slob: antihomoverklaring op reformatorische scholen ‘een brug te ver’”, Volkskrant, 10 novembre 2020. <https://www.volkskrant.nl/nieuws-achtergrond/minister-slob-antihomoverklaring-op-reformatorische-scholen-een-brug-te-ver~b981332f/>.
- 49 “Restrictions on Religious Freedom in Europe in the Name of the Fight Against Covid-19,” European Centre for Law and Justice, 4 novembre 2020, <https://eclj.org/religious-freedom/coe/limitations-portees-a-la-liberte-de-culte-en-europe-au-nom-de-la-lutte-contre-la-covid-19?lng=en>; “Dutch measures against coronavirus: Rules that apply indoors and outdoors,” Government of the Netherlands, <https://www.government.nl/topics/coronavirus-covid-19/tackling-new-coronavirus-in-the-netherlands/public-life>.
- 50 Rijksoverheid Nederland, “Naar de kerk, moskee, synagoge of ander gebedshuis | Coronavirus COVID-19” <https://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/coronavirus-covid-19/cultuur-uitgaan-en-sport/religieuze-en-levensbeschouwelijke-bijeenkomsten>